

NATIONS UNIES
CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



Distr.
GENERALE
E/CN.4/808
14 décembre 1960
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Dix-septième session
Point 11 de l'ordre du jour provisoire

REVISION DU PROGRAMME DANS LE DOMAINE DES DROITS DE L'HOMME

Note du Secrétaire général

1. Le Secrétaire général a l'honneur d'attirer l'attention de la Commission des droits de l'homme sur la résolution 772 A (XXX) du Conseil économique et social relative au rapport de la Commission des droits de l'homme, sur la résolution 791 (XXX) relative à l'évaluation des programmes dans les domaines économique et social et dans celui des droits de l'homme et sur l'annexe à la résolution 801 (XXX) relative à la concentration des activités de l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique et social et dans celui des droits de l'homme.
2. Dans sa résolution 772 A (XXX), le Conseil économique et social

"1. Prend acte du rapport de la Commission des droits de l'homme (saizième session);

2. Prie la Commission des droits de l'homme de faire figurer dans ses rapports ultérieurs un chapitre distinct contenant un aperçu du programme de travail dans le domaine des droits de l'homme qu'elle aura approuvé ainsi que le calendrier prévu pour l'exécution de ce programme."

3. Lors de sa trentième session, le Conseil économique et social a examiné un rapport d'ensemble^{1/} que lui avait soumis la Commission du Conseil chargée de l'évaluation des programmes. Par sa résolution 791 (XXX), le Conseil invite notamment

^{1/} "Perspective pour les cinq années 1960-1964. Rapport d'ensemble sur l'évaluation de la portée, des tendances et du coût des programmes de l'Organisation des Nations Unies, de l'OIT, de la FAO, de l'UNESCO, de l'OMS, de l'OMM et de l'AIEA dans les domaines économique et social et dans celui des droits de l'homme" (Publication des Nations Unies, numéro de vente : 60.IV.14).

"... les commissions techniques et les commissions régionales à étudier le rapport d'ensemble et à communiquer au Conseil, lors de sa trente-deuxième session, les observations qu'elles auraient à faire touchant le rapport et notamment les problèmes particuliers exposés dans la quatrième partie du rapport et relevant de leurs domaines respectifs d'activité."

4. Dans l'annexe à la résolution 801 (XXX), le Conseil note entre autres avec satisfaction

"les efforts particuliers accomplis par la Commission des stupéfiants en vue du contrôle et de la limitation de la documentation dans le domaine des stupéfiants. Il estime souhaitable que d'autres commissions, lorsqu'elles procèdent à leur examen périodique de la question du contrôle et de la limitation de la documentation, s'efforcent de prendre de nouvelles mesures dans le même sens que la Commission des stupéfiants." 1/

1/ Voir les Documents officiels du Conseil économique et social, trentième session, Supplément No 9.